

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPPAT - 2025 – n° 356**

**portant modification de l'arrêté préfectoral n°D3-2002-373bis du 12 juin 2002 modifié autorisant la société SAVED à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Lasse**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques

- Vu** la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;
- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 211-1, L. 511-1, L. 541-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°D3-2002-373bis du 12 juin 2002 modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires n°D3-2004-860 du 26 octobre 2004, n°D3-2007-587 du 08/10/2007, n°DIDD-2011-399 du 01/09/2011, N°DIDD-2012-388 du 12/12/2012 et N°DIDD-2014-229 du 26/06/2014 autorisant la SAVED à exploiter une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Lasse ;
- Vu** le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72 établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux installations d'incinération de déchets transmis au préfet du Maine-et-Loire par courrier du 30 novembre 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** le rapport du 19 février 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations en date du 06 mars 2025;

**Vu** la réponse du pétitionnaire formulée par courrier en date du 19 mars 2025;

**Considérant** que les activités exercées sur le site de Lasse par la société SAVED relèvent notamment d'un classement au titre de la rubrique ICPE IED principale 3520 et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités d'incinération de déchets (BREF WI) qui lui sont applicables ;

**Considérant** que l'exploitant a remis le dossier de réexamen et le rapport de base requis en application des articles R. 515-71 et L. 515-30 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté et ses compléments permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

**Considérant** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à l'incinération des déchets ;

**Considérant** qu'il y a nécessité d'actualiser le classement de l'établissement en raison des évolutions apportées par le législateur à la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) susvisé, à compter du 3 décembre 2023 ;

**Considérant** que les meilleures techniques disponibles relatives à l'incinération des déchets sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations précitées par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

**Considérant** que certaines dispositions des textes qui réglementent actuellement l'établissement nécessitent d'être adaptées pour être rendues compatibles avec l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 181-45 sus-visé du Code de l'environnement, le Préfet de département peut fixer des prescriptions complémentaires sans solliciter l'avis des membres du CODERST ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Maine-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Portée du présent arrêté**

La Société Anjou Valorisation Énergie Déchets (SAVED) est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté complémentaire, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Lasse, 996, route de la Salamandre, de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral n°2 D3-2002-373bis du 12 juin 2002 susvisé modifié.

## **Article 2 – Classement des activités du site**

Le tableau de classement des activités du site au titre de la nomenclature des ICPE fixé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DIDD-2011-399 du 01/09/2011 est complété par la rubrique ICPE IED suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
3520-a)	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets  Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 t/h	Capacité d'incinération de 15 t/h (120 000 t/an)	A

L'établissement relève de la directive IED. Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3520 relative à l'élimination ou la valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale à mettre en œuvre sont celles associées au document BREF incinération des déchets (BREF WI).

Le périmètre IED est constitué de l'ensemble des installations du site visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié, à savoir l'unité de valorisation énergétique des déchets, la plateforme de gestion des mâchefers et l'ensemble des installations annexes pour le fonctionnement du site inclus dans le périmètre ICPE du site.

Le site n'est pas classé Seveso (seuil haut ou bas).

## **Article 3 – Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites dans la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (BREF WI).

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent à l'établissement.

## **Article 4 – Conformité au dossier de demande d'autorisation et respect des engagements**

Les installations et leurs annexes sont aménagées et exploitées conformément aux plans, données techniques et engagements présentés au cours de l'instruction de la demande d'autorisation ainsi que dans les dossiers de modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les engagements joints dans le plan d'actions en conclusion du dossier de réexamen susvisé.

## **Article 5 – Valeurs limites d'émission dans l'air**

Pour l'application des valeurs limites d'émission des rejets canalisés dans l'air fixées en conditions normales de fonctionnement à l'article 7.1 de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé, il est retenu en synthèse les valeurs suivantes compte-tenu des installations existantes sur le site et des conditions de leur exploitation :

Polluants	Concentrations	Période d'établissement de la moyenne
Poussières totales	5 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière
COVT	9 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière
CO	45 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière
HCl	8 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière
HF	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière ou en moyenne sur la période d'échantillonnage
SO <sub>2</sub>	40 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière
NO <sub>x</sub>	80 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière
NH <sub>3</sub>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière
Cd + Tl	0,02 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,25 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (1)	0,02 mg/Nm <sup>3</sup>	Moyenne journalière ou en moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (dioxines et furanes)	0,08 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme
	0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	Moyenne sur la période d'échantillonnage
PBDD/PBDF (dioxines bromées)	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage
PCB type dioxines	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage à long terme
Benzo[a]pyrène	---	Moyenne sur la période d'échantillonnage
(1) Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm <sup>3</sup> est réalisé.		

## **Article 6- Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 7 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lasse et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lasse, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 8 - Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de Saumur, la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, et le Maire de la commune de Lasse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **11 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Emmanuel LE ROY

